Intervention au Congrès SFIO, par Marceau Pivert

Le 1° juillet 1948

Je veux apporter simplement le témoignage des membres du Comité directeur pour que le Congrès puisse avoir l'appréciation aussi exacte que possible du problème dit des responsabilités, et par conséquent, du rapport moral que vous avez à juger.

Depuis le début, les camarades du Comité directeur pourraient en témoigner, je suis peut-être un de ceux qui, en différentes circonstances, a pu se trouver seul ou presque seul pour proposer certaines mesures ou certaines dispositions qui me paraissaient en effet correspondre à l'intérêt du Parti. Cela ne me permet pas cependant aujourd'hui de me désolidariser à quelque titre que ce soit, des camarades du secrétariat du Parti. J'ai pu être, en accord ou en désaccord avec X, Y, juge de l'ensemble des événements et de l'activité qui a été développée depuis l'an passé avec l'objectivité et le sens de la justice qui me paraissent commander aujourd'hui votre propre jugement.

Il est en effet injuste d'appliquer à des camarades qui ont tout de même été les héritiers d'une situation, un jugement définitif sur cette manière d'endosser l'héritage de toute une politique qui a été celle du Parti depuis la libération. Il serait injuste et encore plus, de laisser des camarades qui ont participé à ces responsabilités, qui ont accepté un certain nombre de défaillances graves de la position socialiste au nom des problèmes occidentaux, qu'ils soient aujourd'hui plus qualifiés pour venir critiquer le résultat de l'isolement du Parti au point de vue international, ou de la faiblesse du Parti dans le pays. C'est pourquoi j'ai dit à des camarades affiliés de la Seine qui, sur ce point, ne partagent pas mon opinion, qu'il était un simple devoir de justice de voter le rapport moral ; car n'importe quel camarade autre que Guy Mollet n'aurait certainement pas fait mieux, dans les circonstances où le Parti s'est trouvé placé.

(Applaudissements)

Et cependant, nous avons fait un effort, dans la Seine, avec des camarades qui condamnent le rapport moral, pour essayer de sortir de cette sorte de polarisation du Parti qui a son sens et qui, si nous la voyons avec une certaine habitude d'analyser les phénomènes entre Congrès, cette polarisation du Parti est peut-être elle-même le produit de circonstances extérieures sur lesquelles vous ne pourrez pas ne pas vous pencher.

Car nous sommes persuadés que le secrétariat du Parti est l'objet de critiques quelquefois fondées mais contradictoires, les uns lui reprochant de ne pas avoir été, les autres d'avoir fait trop. Il est dans la position exactement Troisième force à l'égard de ceux qui n'apportent pas' à l'intérieur du Parti, une certaine docilité à la pression venant soit d'un côté, soit de l'autre.

(Applaudissements)

Nous sommes, par conséquent, sur le plan socialiste, le seul qui puisse unifier le Parti et lui donner les moyens de résister à l'offensive sur deux fronts.

Nous sommes, en avalisant la situation, tout en appréciant l'expérience qui vient de se développer à sa juste valeur, tout en étant persuadés que chacun d'entre nous a déjà réfléchi aux défaillances de tel ou tel et désire améliorer la marche du Parti, nous sommes obligés de constater que si vous vous livriez à cette polarisation dans le Parti, la contradiction qui naîtrait alors pour condamner la gestion du Parti au cours de l'année écoulée, serait de la même nature qu'à la chambre, que le gouvernement tel qu'il est actuellement est condamné à la fois par le Stalinisme et le Gaullisme. On peut totaliser des négations, et cela ne veut pas dire qu'on aura vraiment travaillé pour faire un pas en avant dans la direction du socialisme.

C'est pourquoi nous avons fait un effort loyal, honnête, avec des camarades qui ont été dans d'anciens secrétariats, qui condamnent certaines attitudes ou certaines parties de la gestion, chacun conservant son appréciation, en homme libre. Nous avons fait l'effort d'écarter certaines des petites querelles personnelles, et voyons en Socialistes les causes de ce que vous avez mal fait ou de ce que le Parti a mal fait. Et si nous prenons le problème sous cet angle, alors c'est l'explication que je vous propose ; nous voyons que le Parti est en état de mutation, de transformation, de renouvellement et qu'il doit abandonner un certain nombre d'illusions :

- l'illusion que le plan gouvernemental suffit, l'illusion que le plan national suffit,
- l'illusion que l'alliance avec les communistes suffit, l'illusion qu'il peut encore se permettre de traiter sérieusement les problèmes économiques ou politiques sans avoir une mission internationale ou une perspective révolutionnaire.

Alors, camarades, les vrais révolutionnaires sont ceux qui savent apprécier exactement l'état d'un instrument de lutte et qui savent exactement quels sont les objectifs qu'on peut demander à une armée, quelle qu'elle soit.

Notre armée socialiste, dans notre pays, est encore en retraite ; elle est en retraite et se bat sur des points de résistance comme celui de la laïcité. Mon cher Masson, c'est évident : des victoires comme celle du groupe parlementaire sur le décret Poinso-Chapuis, ne sont que des victoires négatives. Camarades, le principal est de ne pas avoir un langage offensif quand on n'a pas l'armée nécessaire pour gagner une offensive. Le principal est de savoir que nous ne pourrons vraiment engager la contre-offensive que dans la mesure où nous la déclencherons là où la bataille est engagée, c'est à dire sur le plan de l'Europe. Et nous serons tous battus si, comme des apprentis sorciers, nous voulons déclencher dans notre pays des phénomènes qui ne pourront que polariser des forées

contradictoires sans avoir pris au préalable des précautions pour faire se manifester la solidarité socialiste internationale. Les problèmes d'aujourd'hui ne sont plus posés à l'échelle du gouvernement et de la nation. Nous sommes commandés par des plans qui nous dépassent. C'est sur le plan international que les forces Socialistes doivent se regrouper et préparer leur contre-offensive. N'y aurait-il qu'un seul élément d'activité du secrétariat qui a maintenant terminé son mandat, c'est sur le plan international que, je continuerai de le dire, il a ouvert la voie à vers la contre-offensive socialiste européenne. Vous en sentirez bientôt toute l'importance ; pour cela, vous devez dire : bravo ! sans considération de personne ou de tendance ou de préférence personnelle.

Ainsi, camarades, nous servirons le Socialisme et, outre le Socialisme, la démocratie et la paix qui nous est plus chère que tout.

(Applaudissements)

Intervention le 2 juillet:

Je ferai une brève déclaration. Je voudrais souligner simplement que l'importance des questions est, à nos yeux, de premier plan, et qu'elle commande les autres questions, qu'il s'agisse, par exemple des problèmes extrêmement précis que le groupe parlementaire doit résoudre dans les jours qui viennent, qui sont une organisation militaire ; cela entraine une conception générale de la structure ouvrière et par conséquent, qui est posé au Parti, c'est de savoir s'il est en mesure de déterminer une crise en faisant face à ses responsabilités devant le problème qui est celui d'imposer des solutions Socialistes non pas dans tel ou tel pays, mais à travers l'Europe.

Les discours de Piette et de Philip me permettent de résumer d'un mot. Les Allemands avancent très vite ; ce que nous craignons le plus c'est qu'ils devancent le réveil des consciences Socialistes internationales, et que nous arrivions trop tard, au moment où des positions ont été conquises sur le plan international, par exemple par les autorités militaires ou les grands monopoles, qui ont leur solution de l'Europe.

Le point sur lequel je veux insister est que la stratégie du mouvement socialiste à notre époque est complètement différente de ce qu'elle pouvait être entre les deux guerres et avant 1914.

Vous vous rappelez la phrase de Lénine, concernant la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Un homme comme Lénine, ou n'importe lequel d'entre nous, aurait tout de suite compris et mis en évidence que c'est exactement le contraire de ce que nous sommes en train de subir, c'est à dire que non seulement la Grèce et l'Espagne en sont des exemples tellement dramatiques, que c'est à chaque instant que nous en recevons des échos. Ces guerres civiles ne sont que des éléments de la guerre impérialiste. Les grands impérialistes savent, aujourd'hui, commuer les efforts du prolétariat. Nous avons la guerre civile et la lutte de classe.

Quand les ouvriers souffrent, quand ils veulent comme en novembre – décembre, une amélioration de leur sort on utilise ce mécontentement pour en faire un outil politique sur le plan international, et c'est la conversation qui continue entre Molotov et Bevin. Et à un moment donné, Molotov dit : « puisque vous n'êtes pas d'accord, vous allez voir ce que je vous réserve » . C'est le blocage des ports, des gares, des usines. Nous sommes dans une époque de guerre impérialiste à l'état latent et ce sont les ouvriers eux-mêmes qui, dans leurs revendications, sont utilisés par les extrémistes. Cette idée est la seule que je développerai. Elle vous conduit à un renouvellement complet de votre stratégie. Et comme disaient Piette et Philip, dans le déroulement de ce dynamisme, de ces impérialistes, une stratégie socialiste est possible, parce qu'il y a des nécessités internationales d'organisation de l'économie.

Le problème qui se pose n'est pas le pouvoir dans tel ou tel pays ; le problème qui se pose est notre position clef pour que l'internationalisation économique de l'Europe soit bientôt non seulement contrôlée, mais dominée par la volonté du prolétariat européen. Mais celui-ci doit prendre conscience de lui-même, et par conséquent, tous les problèmes de politique intérieure et de politique internationale, doivent être abordés aujourd'hui, non pas comme au temps de l'artisanat. Il y a encore actuellement des réflexes de l'état artisanal qui permettent de croire que parce qu'on a déclenché une grève, on va faire avancer la lutte de classe. En réalité, on est victime de la psychologie qui croit qu'il s'agit de s'agiter sans avoir calculé. C'est tout simplement la théorie du « laisser-faire » ; et on en est encore à cet état élémentaire, et on croit qu'on est sous la position socialiste. Et les militants qui croient avoir prédit un certain nombre de conséquences des erreurs de la classe ouvrière, aujourd'hui attendent que la classe ouvrière, non seulement ici mais les autres pays d'Europe, ait suffisamment éveillé sa conscience internationale pour que s'engage l'offensive du Socialisme européen. Et toute contre-offensive, sans avoir l'ampleur européenne, serait condamnée à être écrasée, parce que l'adversaire des classes se place sur le terrain international.

Nous avons été vaincus, en Italie, en Allemagne, en Autriche, en Espagne, entre les deux guerres, parce nous nous sommes battus chacun dans notre petite cellule, sans voir que nous étions liés les uns aux autres.

La véritable stratégie socialiste commence par passer sur cette reconquête de la solidarité politique ces prolétaires européens ; c'est pourquoi, l'an passé, nous avons, à la « Semaine d'Etudes », établi un cahier de revendications (articles 1 et 2) pour une stratégie commune ; nous sommes à peine en train de commencer les premières conversations. Il faut aller plus vite que cela ; nous vous demandons d'en prendre conscience et de dégager de ces discussions une volonté commune, pour traiter même des participations ministérielles sous cet angle international. Nous sommes au gouvernement, mais aux côtés de nos camarades anglais, avec tout le prolétariat anglais ; et s'il est prouvé que dans ce gouvernement, les affaires internationales sont contrôlées par la bourgeoisie, nous devons nous en aller de ce gouvernement, parce que c'est en fonction d'une politique internationale. Si nous pouvons faire la solution vers la socialisation de la Ruhr, nous devons rester dans ce gouvernement, parce que cela domine et commande tous les autres problèmes. Voilà consent vous aurez une vision des problèmes les plus élémentaires de la vie quotidienne.

(Applaudissements)